

Date : 05/03/12

Les monnaies complémentaires, une réponse citoyenne au totalitarisme financier

Dans le traité de Lisbonne, l'article 123 interdit à la Banque centrale européenne (BCE) de financer directement les besoins des États membres. La conséquence est que les États doivent payer des intérêts de 3 à 5%, voire plus, alors que les banques paient 1% à la BCE. Dès lors, le poids de l'intérêt dans la dette publique est très lourd et la dépendance des États aux marchés financiers privés est maintenant inéluctable [1]. Ces conséquences ne devraient-elles pas inciter la classe politique à rétablir la suprématie démocratique et nous libérer du diktat des marchés ? Et bien non ! Il semble y avoir consensus sur la nécessité d'établir une règle d'or, tant au sein du parlement européen que chez les chefs d'États pour préserver cette pièce du grand puzzle financier. Parlons du puzzle et tâchons de comprendre l'importance de cette pièce au regard de l'image globale à laquelle elle apporte sa contribution.

La période des années 1970 a été celle des prêts massifs octroyés aux pays qui sont alors passés de la désignation de pays pauvres à celui de pays en voie de développement. La technique mise au point par les États Unis et relatée plus tard par John Perkins dans son livre « Mémoires d'un assassin financier » cachait des buts moins philanthropiques que le désir de voir ces pays développer leur économie. En effet, cette technique reposait sur la proposition, à des gouvernants d'États choisis en raison de leurs ressources naturelles ou d'enjeux géopolitiques, de programmes ambitieux d'investissements sensés leur permettre de jouer dans la cour des grands. L'exécution des projets devait être confiée aux entreprises américaines de sorte que les pays bénéficiaires ne voyaient pas la couleur de l'argent emprunté. Par des programmes trop lourds et l'explosion des taux d'intérêts au début des années 1980, ces pays ont été conduits au surendettement. Ainsi mis dans une position de ne plus pouvoir rembourser, l'intervention du Fonds Monétaire International (FMI) se justifiait et se traduisait par l'accord de nouvelles « aides ». Aides n'ayant pour but que de permettre le paiement des intérêts contre de « justes » mesures d'ajustement structurel. Comme ces États bénéficiant des largesses des pays riches s'étaient montrés incapables d'honorer leurs engagements, il devenait salutaire pour tous qu'on leur apprenne à le faire. Au nom de la dette, une mise totale sous tutelle s'organisa au bénéfice de quelques uns et elle se traduisit sur le terrain par l'ouverture des frontières aux investisseurs étrangers, la libre circulation des capitaux, la

Évaluation du site

Les Amis de la Terre est une organisation belge qui se préoccupe des problèmes liés à l'environnement. Son site présente leurs publications ainsi que leurs communiqués.

Cible
Spécialisée

Dynamisme* : 1

* pages nouvelles en moyenne sur une semaine



réduction des dépenses publiques, la suppression des aides à l'agriculture et à l'enseignement, la privatisation, l'orientation de leur économie à l'exportation au détriment des besoins de base devant être couverts par des importations, le bradage des ressources naturelles aux multinationales étrangères, etc.

Le banc d'essai étant concluant pourquoi ne pas passer au plat de résistance : les pays riches? Il y a là tellement plus d'argent à se faire et de pouvoir à acquérir. Un simple copier-coller en 4 phases suffit. La première phase consiste à endetter massivement les peuples. C'est chose faite. Depuis 1971, la monnaie existe exclusivement sous forme de dette. Totalement dématérialisée, il faut « créer » la monnaie par un simple jeu d'écriture comptable au moment où une personne, une entreprise, un État a un besoin d'argent et emprunte. La phase deux est de mener les pays riches au surendettement par une incitation permanente à la consommation, par l'application systématique de l'obsolescence programmée de nos produits, par l'accès au crédit facilité et bon marché, par l'abaissement progressif des revenus du travail grâce à la mise en concurrence de la main d'œuvre sous l'effet de la mondialisation, par la perte de revenus compensée par le crédit, par l'interdiction faite aux États membres de pouvoir se financer directement auprès de la Banque centrale européenne. Ainsi, l'article 123 du traité de Lisbonne a fait son œuvre! Nous voici parvenus à la phase trois. La plupart des États ne sont plus en position d'assumer leurs engagements et ils recherchent de nouvelles aides auprès des « marchés ». Marchés qu'il faut rassurer par des ajustements structurels faute de quoi les agences de notations vont dégrader notre note ce qui rendra de nouveaux emprunts soit irréalisables, soit trop coûteux. Chaque dégradation se traduit par une augmentation sensible du taux d'intérêt. Mais pourquoi faudrait-il réemprunter direz-vous? Parce que le niveau de dette auquel nous sommes parvenus est tel que le total remboursement en capital n'est plus possible. Le but est, comme pour les pays pauvres, de faire en sorte que l'on ait juste assez pour garantir le paiement des intérêts, autrement dit une rente éternelle. Les prémices de la phase quatre sont de préparer l'opinion publique aux sacrifices que la « légèreté des peuples » a rendus incontournables et à constitutionnaliser les règles au nom desquelles il ne deviendra plus possible de s'opposer aux privatisations, au « détricotage » des filets sociaux et à l'ingérence d'autorités extérieures dans nos affaires. Bref, une totale mise sous tutelle de la haute finance internationale. Une colonisation sans occupation, uniquement par tenue en laisse.

Alors non, la règle d'or proposée aujourd'hui comme pièce maitresse pour sauver l'Europe et l'Euro, n'a rien de conjoncturel. Elle n'est que la nouvelle étape de ce voyage du dogme ultralibéral dans sa conquête des peuples, commencée dans les années 1970. Un rouleau compresseur qui, par la lenteur de sa progression, rend difficilement perceptible sa finalité.

Les monnaies complémentaires



Puisque la classe politique européenne semble très majoritairement acquise à cette cause et qu'elle a choisi de défendre les intérêts des investisseurs privés plutôt que ceux de leur peuple, il ne reste plus aux citoyens qu'à reprendre le pouvoir que la démocratie leur accorde par essence. C'est ce qui se traduit dans les divers mouvements alternatifs qui naissent et s'organisent ici et là. C'est ce qu'incarne d'une façon peut être plus évidente encore, en raison de la valeur symbolique de l'argent, le mouvement maintenant mondial des monnaies complémentaires [2].

De quoi parle-t-on? D'une unité de compte, en plus de la monnaie nationale, qui circule à l'initiative d'un groupe de citoyens réunis au sein d'un réseau et dont les règles sont définies par eux-mêmes. Cela peut surprendre. Pourtant, ce fut une pratique courante tout au long de l'histoire et en particulier dans l'Égypte des pharaons et au milieu du moyen âge. Circulaient alors deux monnaies, une pour le commerce lointain, faite de métal précieux, et une autre pour les échanges de proximité de la vie quotidienne, sans valeur propre et à surestaries, entendez par là qu'elle perdait de sa valeur nominale dans le temps. C'est la recherche de monopolisation du pouvoir qui a conduit à l'abandon de la multiplicité des monnaies, jusqu'à la première grande crise de 1929. C'est à cette époque qu'est réapparu l'usage de monnaies complémentaires, lorsque la monnaie nationale se faisait trop rare. De ces expériences pionnières est né le mouvement des monnaies complémentaires «modernes» qui se développent aujourd'hui à la surface de la planète. Elles sont de nature très variées mais visent toutes à favoriser et dynamiser les échanges locaux, réintroduire dans l'économie du sens, des valeurs sociales, humanistes et écologiques [3].

Ces expériences, quand on les approche ou encore mieux, quand on s'y investit, peuvent paraître bien dérisoires au regard de l'ampleur des crises auxquelles nous devons faire face et de la puissance du système économique-financier maintenant mondialisé. Toutefois, nous ne sommes pas en guerre «contre». Nous sommes dans l'invention, dans l'évolution car ces crises sont l'unique produit d'une façon de penser inadaptée à notre réalité. Nous n'avons pas encore intégré que la monnaie n'est pas une richesse mais un outil statistique de mesure sans valeur propre. Nous n'avons pas encore compris ni intégré que la richesse est bien autre chose que ce qui s'achète et se vend. Nous n'avons pas encore réalisé que la monnaie moderne n'est plus qu'une virtualité que l'être humain crée selon les règles qu'il décide lui-même. Le prix en est un monde en panne, concentrant tous ses efforts, son temps et son intelligence à résoudre un vrai faux problème, celui de la rareté de la monnaie. Vrai problème parce que des centaines de millions de personnes en souffrent gravement et que la planète est transformée en kleenex jetable. Faux problème parce que seul notre mode de pensée est en cause. Tout est là pour créer un monde de suffisance, d'équité et d'épanouissement pour tous. Là, juste derrière les murs de la prison mentale qui nous empêche de le voir, de le concevoir. Avant même les



solutions locales que favorisent les monnaies locales complémentaires, se joue cette grande aventure humaine, ce défi principal de notre temps : nous libérer de l'impression que la vie est hostile, dangereuse, inhospitalière, qu'il faut lutter contre elle pour survivre, qu'il n'y a pas assez pour tous. Ce raisonnement qui conduit à la logique d'accumulation et de compétition qui fonde la doctrine économique.

Les monnaies complémentaires représentent la cour d'école où, de façon ludique mais sérieuse, on s'offre la possibilité de changer de regard, d'ouvrir de nouveaux horizons, d'abattre les murs fermant les impasses et, par dessus tout, de découvrir des alliés où nous voyions des adversaires.

Philippe Derudder, propos recueillis par Sophie Dufour

Article paru dans le SaluTerreLiens 4 mars-avril 2012

[1] Pour plus d'information, voire « la dette publique, une affaire rentable » - André-Jacques **Holbecq** et Philippe Derudder aux **éditions Yves Michel**

[2] Plusieurs expériences sont menées en Belgique, sous des formes et avec des objectifs différents comme le réseau RES, comme le Ropi à Mons, l'Épi à Virton, le projet pilote de Gand, le Valeureux à Liège...

[3] Lire à ce sujet l'excellent et passionnant **livre** de Bernard Lietaer aux **éditions Yves Michel** : Au cœur de la monnaie